

Des faits plutôt que des mythes N° 76 / 22 mars 2017

## Fiction européenne sur la réalité en Afghanistan

par Anne-Kathrin Glatz, experte-pays auprès de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR (traduit de l'allemand)

Quand elles parlent de la situation en Afghanistan, les autorités européennes se basent apparemment de plus en plus sur une vision fictive de la réalité. Ainsi, la [Commission européenne](#) écrit noir sur blanc que l'Afghanistan se remet progressivement de trois décennies de guerre, alors qu'il ne s'agit en aucun cas d'une convalescence. En effet, selon la [United Nations Assistance Mission in Afghanistan](#) (UNAMA), le nombre de victimes civiles de la guerre ne cesse d'augmenter régulièrement et cela depuis plusieurs années.

### Pratique européenne

Le 2 octobre 2016, l'Union européenne (UE) et le gouvernement afghan ont signé [l'accord de Bruxelles](#). L'Afghanistan s'y est engagé à reprendre les demandeuses et demandeurs d'asile déboutés de retour des pays de l'UE. En février 2017, [les autorités allemandes](#) ont ainsi réalisé la troisième expulsion collective depuis la signature de l'accord. Parmi les jeunes hommes célibataires appréhendés se trouvaient aussi des criminels. Certain-e-s employé-e-s de l'Office fédéral allemand des migrations et des réfugié-e-s tentent de dissuader les requérant-e-s d'asile afghan-ne-s en leur transmettant de [faux renseignements](#). [L'Autriche](#) pratique actuellement le retour de personnes afghanes par des vols réguliers.

Pour les autorités suisses, les villes de [Kaboul](#), [Herat](#) et [Mazar-i-Sharif](#) peuvent toujours être considérées, dans des conditions certes restrictives, comme des lieux dans lesquels le retour est exigible. Cependant, les décisions de principe du Tribunal administratif fédéral n'ont pas été ajustées depuis 2011 à la réalité actuelle. Certes, il n'y a eu que peu d'expulsions de la Suisse vers l'Afghanistan qui ont été mises en œuvre ces dernières années. Les demandeuses et demandeurs d'asile afghans déboutés reçoivent [l'aide d'urgence](#), avec les conséquences qui en découlent.

### Intensification du conflit et des attaques

La pratique européenne envers les requérant-e-s d'asile afghan-ne-s est basée sur des fondements qui sont très éloignés de la réalité en Afghanistan. Selon le dernier rapport du [Secrétaire général de l'ONU](#), sont touchées par les combats et la violence non seulement le sud et l'est, mais aussi le nord, le nord-est et l'ouest du pays. D'après une estimation du site [Long War Journal](#), les Talibans contrôlent 42 districts à travers le pays et en menacent plus de 55. L'année dernière, ils ont réussi à menacer cinq des 34 [capitales provinciales](#): Farah, Kondôz, Lashkar Gah (Helmand) et Tarin Kôt (Orozgân). En octobre 2016, ils ont pris la capitale provinciale de [Kondôz](#) pour la deuxième fois dans l'espace d'une année et l'ont temporairement gardée sous contrôle.

[L'État islamique autoproclamé \(Daesh\)](#) est toujours présent dans le sud de la province de Nangarhâr ainsi que dans les provinces de Kounar et Nouristan. Même en dehors de ces zones, Daesh est en mesure de mener de lourdes attaques. Selon l'UNAMA, le nombre de

victimes civiles de ces assauts a été [multiplié par dix](#) en 2016 par rapport à l'année précédente. Les trois attaques dont Daesh est responsable à Kaboul, la capitale, ont blessé à elles seules un grand nombre de civils: il s'agit d'un attentat suicide contre une [manifestation](#) des membres de la minorité Hazara en juillet 2016, d'une attaque contre un [sanctuaire chiite](#) en octobre 2016 et d'une attaque contre une [mosquée chiite](#) en novembre 2016.

### **Situation à Kaboul**

Depuis 2017, la longue liste des [attaques à Kaboul](#), perpétrées par les Talibans, Daesh ou d'autres auteur-e-s, s'est poursuivie sans interruption. En janvier, les Talibans ont commis une double attaque près du [Parlement](#) qui a été suivie, en février, par un attentat suicide de Daesh devant le bâtiment de la [Cour suprême](#). Dans la première moitié de mars 2017 seulement, quatre attaques ont déjà été perpétrées dans la ville de Kaboul: le 1<sup>er</sup> mars, les Talibans ont effectué [deux attaques simultanées](#), le 8 mars, Daesh a frappé un [hôpital militaire](#) et, le 13 mars, un [kamikaze](#) a percuté un minibus bondé avec son véhicule.

Simultanément, [Kaboul](#) et d'autres villes afghanes sont des refuges pour les [déplacé-e-s internes](#) de la guerre. Ces gens ne peuvent pas quitter le pays et ont donc choisi ce qu'ils considèrent comme la moins mauvaise solution encore à leur portée: en dépit de l'incertitude croissante dans les villes, [ils s'entassent dans les bidonvilles](#) de Kaboul et d'autres villes. Avec des Afghan-e-s de retour du Pakistan et de l'Iran, ils y vivent dans des [conditions très précaires](#) car l'État afghan est de plus en plus dépassé par sa mission de les intégrer. Depuis la mi-2016, en dépit de la détérioration de la sécurité en Afghanistan, plus de 560'000 Afghan-e-s du [Pakistan](#) et plus de 400'000 en provenance d'Iran sont [retourné-e-s](#), ont été mis-e-s sous pression de retourner ou ont été refoulé-e-s.

### **Le travail humanitaire est devenu de plus en plus difficile**

La nécessité d'une aide humanitaire dans les villes afghanes ainsi que dans le reste du pays est énorme. [Les organisations humanitaires](#) ont toutefois, par manque de moyens financiers, réduit leur financement à l'intervention d'urgence et peuvent également difficilement assumer cette tâche en raison de la forte demande locale. Leur travail est aussi de plus en plus entravé par la détérioration de la sécurité. Ainsi, tout récemment, en février 2017, a eu lieu l'assassinat de six employés du [CICR](#) ainsi que l'enlèvement de deux autres membres du personnel de cette organisation dans la province de Djôzdzjân. Le CICR a dû dès lors brièvement suspendre ses activités.

### **En Afghanistan, la violence peut se manifester partout et à tout moment**

Lors de la conférence de Bruxelles en octobre 2016, Peter Maurer, président du CICR, a qualifié la guerre en Afghanistan de [conflit oublié](#), qui se définit par une extrême volatilité de la situation et une grande insécurité, avec des conséquences humanitaires dramatiques pour la population dans le pays. La société afghane, déchirée par la guerre, est fragile et marquée par l'insécurité rampante ainsi que par les attaques incessantes contre les civil-e-s. Selon Maurer, la violence est toujours possible, à n'importe quel moment et en tout lieu.